



PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

PREFECTURE

Direction de la Réglementation et des Libertés Publiques

Bureau des Elections et de la Réglementation

Section Armes

Bureau fermé au public le mercredi

Sur rendez-vous les lundi, mardi, jeudi et vendredi

Affaire suivie par : Mme Florence DUMAS

Tél : 02 37 27 70 56

Fax 02 37 27 72 57

florence.dumas@eure-et-loir.gouv.fr

PRÉF-DALP-BER 15.06/24

Dossier n° 2013-0263

Arrêté portant modification d'un système
de vidéoprotection

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le titre V du livre II du code de la sécurité intérieure, relatif aux dispositions générales en matière de vidéoprotection ;

Vu le titre II chapitre III du livre II du code de la sécurité intérieure relatif à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

Vu le décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres I^{er}, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure,

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013326-0024 du 22 novembre 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

Vu la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé «DIA FRANCE» Avenue Winston Churchill à DREUX (28100) présentée par Monsieur Jean-Pierre WYZGOLIK

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 4 juin 2015 ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur de Cabinet de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRETE

Article 1^{er} : Monsieur Jean-Pierre WYZGOLIK est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2013/0263.



Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral n° 2013326-0024 du 22 novembre 2013 susvisé.

Les modifications portent sur :

- enlèvement de 2 caméras intérieures et 2 caméras extérieures (soit un total de 11 caméras intérieures au lieu de 13, et 0 caméra extérieure au lieu de 2).

Article 2 : Le reste des dispositions prévues par l'arrêté n° 2013326-0024 du 22 novembre 2013 demeure applicable.

Article 3 : Toute **modification** présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).

Article 4 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du titre V du livre II du code de la sécurité intérieure, relatif aux dispositions générales en matière de vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du titre V du livre II du code de la sécurité intérieure susvisé. Elle est délivrée sans *préjudice* d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal..).

Article 5 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture d'Eure-et-Loir.

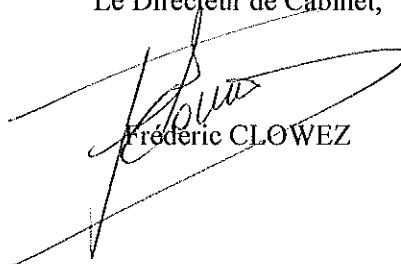
Elle pourra faire l'objet d'un **recours devant le Tribunal Administratif d'Orléans** dans un délai de **deux mois** à compter de la date de sa notification à l'intéressé et de sa publication au document précité.

Article 6 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture **quatre mois avant l'échéance** de ce délai.

Article 7 : Monsieur le Directeur de Cabinet de la Préfecture d'Eure-et-Loir est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Chartres, le **15 JUIN 2015**

P/Le Préfet,
Le Directeur de Cabinet,



Frédéric CLOWEZ